

NOS POTINS - VILLE

Le prix de la liberté

C'est au prix de leur liberté que le président et quelques "écolos" du MEB se sont livrés à la destruction d'une construction anarchique élevée par un commerçant à travers une chaussée non loin de la "veuerie" de l'ISP. Le quidam, qui a repris de plus belle le chantier, se moque de tout le monde à cause de ses moyens financiers illimités. Magistrats, autorités urbaines et locales sont, dit-il, dans sa poche. Punir un tel personnage, proclament les jeunes du MEB, nécessite des moyens de pression autrement supérieurs que les leurs !

Le Lycée Wima menacé

La prochaine rentrée scolaire risque d'être désastreuse pour le Lycée Wima. Ses beaux bâtiments pourraient être ensevelis à cause des envahisseurs de "sa" concession sur le versant de l'ITFM. Un périmètre que le commissaire de zone assistant muni de solide parapluie en région distribue à tour de bras. Munganga, pour ne pas le citer, ferme les yeux sur le banditisme foncier qui s'y développe mais cherche à amasser de l'argent pour servir ses maîtres de la région.

Mauvais employeurs mais démocrates

Les ONG du Sud-Kivu ont la réputation d'être acquises au changement radical et gagnées par la transparence dans leur gestion, démocratie oblige ! Hélas, la réalité est plutôt décevante pour certains de leurs "poids lourds". L'un d'eux a mis en congé technique les 3/4 de son personnel sans avoir réglé la note salée de leurs émoluments conformément à la législation sociale. Jusqu'à ce jour l'on ne cesse de geindre alors que les chefs se la coulent douce à Kinshasa. A Kavumu, rien ne va non plus avec cette ONG dont le patron, entre deux voyages, n'arrive plus à accorder les violons avec ses collaborateurs devenus trop indépendants.

Office des routes ou Safricas

Nombre d'automobilistes n'osent plus engager leurs engins sur le cahoteux tronçon Place du 24 Novembre-Avenue Industrielle- Carrefour dont on ne sait trop qui de l'Office des routes ou de la Safricas aurait empoché les tas des milliards décaissés pour sa réfection. Et comme si ce gâteau ne suffit pas, voilà que le prix (actuellement 5.000.000 Z contre quelque 600.000 Z au départ) de transport sur le bac de l'O.R. ne cesse d'augmenter. Au même rythme que le nombre de fraudeurs ou des recommandés par les dirigeants de cette entreprise publique de génie civil. Boulimie quand tu nous tiens; rien ne peut bien rouler, flotter ou atterrir ! Au nouveau DR de s'y pencher !

Droits d'inscription en planches ou devises !

La période des inscriptions est celle des vaches grasses pour bien des chefs d'établissements scolaires. Hormis les copieux pots-de-vin versés pour des inscriptions à domicile, bon nombre de directeurs et préfets vous exigent sans rire une planche valant quelque 15.000.000Z si pas une poignée des devises ou dollars. Faute de quoi, vous serez astreint à des va-et-vient suggestifs pendant que les listes des élèves inscrits sont en train de s'allonger curieusement. Le moins que l'on puisse dire est que l'EPSP, l'Anapeza et le Syeza devraient se pencher sur ce dossier pour défendre étroitement le droit à l'éducation pour tous, riches et pauvres, vicieux et honnêtes !

Un médecin en stress

Après que son cabinet a été incendié nuitamment par des inconnus, le médecin-chef de la zone de santé de Bukavu reste "stressé" d'autant plus qu'il ne cesse de recevoir même à domicile des lettres anonymes des menaces. Lui qui croit n'avoir affaire à personne et surtout pas avec ses malades. Comment expliquer alors l'harcellement dont est victime ce toubib connu pour sa sociabilité dans tous les milieux de Bukavu ? Son poste fait-il tout d'un coup une armée des jaloux ? Ou est-il déjà sur l'autel de la géopolitique ? Attendons voir !

Déclaration de perte ou de destruction

Je soussigné : NZANA KAHEGESHE RUNESHA déclare sur l'honneur que le certificat d'enregistrement volume F.86 folio 156 délivré à Bukavu et ayant trait à l'immeuble SU 2180 du plan cadastral de zone d'Ibanga Bukavu est perdu (ou) a été détruit dans les circonstances suivantes (lors de voyage). Je sollicite le remplacement et :

- 1/ - Je prends sur moi la pleine responsabilité des conséquences dommageables que la délivrance du nouveau certificat d'enregistrement pourrait avoir vis-à-vis des tiers.
- 2/ - Je reconnais savoir que si la présente déclaration s'avérait contenir des indications fausses faites avec une intention frauduleuse ou à destin de nuire. Je tomberais sous le coup des articles 124 et 126 du code pénal sur le faux commis en écritures.

Fait à Bukavu, le 19 août 1993.
NZANA KAHEGESHE RUNESHA

Hommage aux enseignants et parents du Sud-Kivu

L'année scolaire 1992-1993 vient d'être bouclée en beauté au Sud-Kivu. Une année dont les chances d'aboutissement étaient sérieusement compromises à cause de la mauvaise volonté du pouvoir dictatorial. L'Etat avait tout simplement démissionné. Mais la volonté du peuple acquis au changement positif a encore une fois eu raison sur les manœuvres sordides et diaboliques de ceux qui possèdent le pouvoir, l'argent et l'armée !

Les enseignants se sont montrés particulièrement déterminés à défier les forces destructrices ; non seulement en refusant catégoriquement d'aller en grève, mais aussi en accomplissant avec conscience et enthousiasme leurs devoirs. Nous rendons un hommage mérité à ces braves enseignants qui ont prêché le patriotisme par l'exemple. Contrairement aux fossoyeurs du peuple.

Cette grandeur d'âme n'a pas laissé indifférents les parents qui ont encouragé les enseignants de leurs enfants en partageant par moment avec eux le maigre pain qu'ils obtenaient dans leurs efforts désespérés de survie. Ils se sont endettés pour que leurs enfants ne vivent pas de nouveau une année d'inactivité. Hommage donc à tous ces parents responsables.

A nos enfants lâchement abandonnés par le pouvoir mobutiste, nous leur rendons hommage pour avoir pris conscience d'une année perdue. Ces innocents se sont cette fois-ci montrés très appliqués aux cours, en dépit de la faim qui les tenaillait !

Paulin Bapolisi Bahunga
Secrétaire fédéral
de l'UDPS/Sud-Kivu

Lettre ouverte au comzone de Pangani

Monsieur le commissaire de zone. En apprenant votre nomination à la tête de cette zone longtemps déshéritée et pillée par ses propres fils, nous avons cru à un redémarrage du développement intégral de Pangani. Passé aux actes aussitôt arrivé, nous nous sommes rappelés les différents problèmes de notre zone rurale de Pangani, problèmes auxquels vous devriez accorder priorité au lieu de faire de la diversion croyant affaiblir les partis politiques d'opposition et de réaliser votre mission principale : installer le MPR. C'est trop tard pour vous. La population de Pangani a trop suivi les messieurs en abacost pendant plusieurs années, mais ils ne l'ont pas convaincue par les actes. Vous êtes le dauphin d'un parrain politique, détourné des fonds destinés à l'entretien des routes de desserte agricole dans la zone de Pangani, et des fonds pour la reconstruction de l'hôpital de Pangani. Si vous aviez prodigué de bons conseils à votre maître, la zone de Pangani n'atteindrait pas le niveau de destruction actuel. Il ne faut pas en ajouter.

Toute la population de la zone de Pangani est fatiguée d'entendre les discours politiques et n'espère rien de Kinshasa où les irresponsables et les détournés font encore la loi.

Nous avons trouvé opportun, dans le cadre de l'Union sacrée, d'orienter nos adresses à la population dans le sens du développement. C'est dommage que vous ayez oublié ou évité de rencontrer les responsables des partis politiques lors de votre passage à Kalima.

Vous êtes le chef de l'administration de la zone, vous devriez vous interdire de tenir les discours politiques, vous comportant ainsi comme modèle de personnalité apolitique. Vous perdez votre temps à vous en prendre aux enseignants et autres commis de l'Etat qui sympathisent nos partis, car vous ne changerez en rien leurs esprits. Surtout qu'ils savent que le premier fonctionnaire de l'Etat, le Président de la République, en même temps "soldat" des Forces armées zaïroises, est président national d'un parti politique.

Les menaces et les intimidations dont nos combattants font l'objet à l'intérieur de la zone pour leur appartenance politique et toute la population pour les travaux routiers sont des méthodes dépassées. Vous feriez bon de vous faire comprendre et la population vous suivrait et participerait à la réalisation de toutes les actions du développement que vous auriez initiées, tout simplement parce que se sentant bénéficiaires et concernés. Il n'est pas un devoir de la population d'entretenir les routes, pour lesquelles l'argent a été détourné, mais il faut lui faire comprendre que sans routes aucun développement n'est possible et avec une petite organisation, ils le feront eux-mêmes. Aussi, la volonté de rouvrir les routes ne suffit pas, il faut les outils de travail nécessaires.

Vous avez donc intérêt à collaborer et non à bousculer. Pour le moment, il n'y a que le citoyen qui remplit ses devoirs envers l'Etat, mais le soi-disant Etat actuel est incapable d'assurer ni la sécurité ni le minimum du bien-être social au citoyen.

Pour les partis politiques membres de l'Union sacrée radicale

- MIBALE LUBUNGU
Président du MSD
- BUKONGO KILAUZI Pamphile
Président du PDSC
- YUMA NDWANI Rigobert
Président de l'UDI
- Cosmas FERUZI MUKONDE
Président de l'UDPS

Dons présidentiels détournés !

Nous avons adressé une lettre au Président de la République pour exprimer notre inquiétude sur le montant de 200 milliards de zaires destinés aux sinistrés de la zone de Masisi. Cette somme a été confiée au seul chef coutumier Bashali Mokoto Nyangula. Alors qu'elle devrait être gérée par un comité interethnique de la zone de Masisi composé de Hunde, Hutu, Tutsi et Tembo.

De même, les dons destinés aux sinistrés de Bwito en zone de Rutshuru (150 milliards de zaires) risquent de ne pas atteindre les destinataires qui sont actuellement éparpillés à Goma, Kiwanja, Katwe ou ailleurs. En outre, il n'y a pas de sinistrés regroupés dans la zone de Walikale. Ceux des Hutu et Tutsi qui ont échappé à la mort se sont

réfugiés à Masisi, laissant tous leurs biens entre les mains des Hunde et Nyanga massacrés.

Pour les communautés hutu et tutsi du Nord-Kivu
Dr. Gasana Ndoli
Dr. Bacinda Mugaba

Vous avez tronqué mon interview

Le n° 445 de votre journal contient à la page 15 ma prise de position sur les événements du Nord et Sud-Kivu. Je dois vous rappeler que l'essentiel de mon intervention a porté sur les événements du Nord-Kivu. Vous avez malheureusement éliminé les idées qui sont, pour moi, les plus essentielles. Ce qui a appauvri mon point de vue sur ces événements.

Je vous demanderais de reprendre, dans votre prochain numéro, les idées omises dans la présente édition sous forme d'addendum. En satisfaisant à cette demande, vous donnerez au public l'occasion d'apprécier ma véritable position sur les événements du Nord-Kivu et votre perméabilité à des points de vue qui ne sont pas conformes à l'idéologie du Journal Jua.

Prof. Bucyalimwe Mararo
C/o ISP
B.P. 854 Bukavu

Ndlr : Notre correspondant n'a pas donné des précisions sur les faits tronqués dans son interview. Nous pensons bien que les idées clés de cet entretien ont apparues dans l'article incriminé.

Plus de clarté et d'honnêteté intellectuelle

J'ai lu avec attention l'article publié à la page 11 dans votre journal n° 445 du 11 août 1993. Cet article sème beaucoup de confusion car comprenant un mélange d'informations provenant de sources diverses, souvent non spécifiées.

Pour plus de clarté et d'honnêteté intellectuelle vis-à-vis de moi-même et de tous vos lecteurs, je vous prie de reprendre ma déclaration dans votre prochaine livraison telle que je l'ai écrite répondant à la question me posée par écrit : "Selon M. Gasana Ndoli, professeur à l'ISP Bukavu et l'un de deux représentants de la communauté tutsi dans la commission régionale de pacification instituée en date du 28 mai 1993 par le Gouverneur du Nord-Kivu (arrêté n° 54), un don présidentiel de l'ordre de 800 milliards de zaires a été débloqué et réparti de la manière suivante : 200 milliards pour Masisi, 100 pour Walikale, 150 pour Beni, 150 pour Rutshuru et 50 pour Nyiragongo. Le reste de ce montant a servi à l'achat de 200 ballots de pagnes destinés aux mamans sinistrées".

Tous les autres détails et commentaires qui précèdent ou qui suivent ce deuxième paragraphe de l'article "Pour avoir dilapidé 800 milliards de zaires, les Gouverneurs Kalumbo et Vice-Gouverneur Bamwishi suspendus" ne sont pas contenus dans les réponses données aux trois questions qui m'ont été posées et ne m'engagent donc d'aucune façon.

Prof. Gasana Ndoli
BP 1476 Bukavu